



P  
N  
U  
D

# LA DÉMOCRATIE PLUTÔT QUE LES COUPS D'ÉTAT MILITAIRES :

## Perspectives citoyennes pour un renouveau démocratique en Afrique

RÉSUMÉ EXÉCUTIF  
DU RAPPORT PHARE DU PNUD

SOLDATS ET CITOYENS :  
LES COUPS D'ÉTAT MILITAIRES  
ET LE BESOIN D'UN RENOUVEAU  
DÉMOCRATIQUE EN AFRIQUE

## SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE EXÉCUTIF</b> .....	04
<i>Perspectives des citoyens : aperçus de l'enquête Soldats et Citoyens</i> .....	05
L'espoir d'un nouvel avenir	
Un optimisme éphémère	
<b>MÉTHODOLOGIE</b> .....	10
<i>Points d'ancrage conceptuels</i> .....	10
Évolution et mise en œuvre des normes de l'UA sur les CAG	
Une optique explicite de développement dans l'analyse des coups d'État en tant que formes de CAG	
Envisager des transitions politiques inclusives	
<i>Outils de recherche</i> .....	11
Sélection des pays	
Instruments de recherche quantitative	
Instruments de recherche qualitative	
<b>MESSAGES CLÉS</b> .....	16
1. Une optique axée sur le développement pour atténuer le risque de coup d'État	
2. Les États doivent renforcer la démocratie et redéfinir leur contrat social avec les citoyens	
3. Les partenaires internationaux et régionaux doivent réaffirmer leur engagement en faveur des normes constitutionnelles, des principes démocratiques et des droits humains	
<b>IMPLICATIONS POUR LA POLITIQUE ET LA PROGRAMMATION</b> .....	22
1. Renforcer les mécanismes de réponse continentaux et régionaux	
2. Prévenir d'autres coups d'État	
3. Répondre plus efficacement quand les coups d'État se produisent	
4. Renforcer la résilience à long terme face aux coups d'État en abordant les facteurs structurels et institutionnels	
5. Réorienter l'engagement international au Sahel	

Téléchargez le rapport complet ici :  
[www.soldiersandcitizens.org](http://www.soldiersandcitizens.org)

© Copyright PNUD 2023

Tous droits réservés.

Programme des Nations Unies pour le développement  
[www.undp.org/africa](http://www.undp.org/africa)  
[rp.africa@undp.org](mailto:rp.africa@undp.org)

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est la principale organisation des Nations Unies qui lutte pour mettre fin à l'injustice en matière de pauvreté, d'inégalités et de changement climatique. En travaillant avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les nations à construire des solutions intégrées et durables pour les personnes et la planète. Les opinions exprimées dans cette publication ne représentent pas nécessairement celles des pays membres du Conseil exécutif du PNUD ou des institutions du système des Nations Unies qui y sont mentionnées.

Les désignations et la terminologie employées, ainsi que la présentation des matériaux, n'impliquent aucunement l'expression d'une quelconque opinion de la part des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ou de ses autorités, ou encore de ses frontières ou limites.

Les noms figurant dans les citations ont été modifiés pour des raisons de sécurité individuelle.

Dans ce document, l'emploi du masculin pour désigner des personnes n'a d'autres fins que celle d'alléger le texte

Conçu par Studio Mnemonic  
[www.studiomnemonic.com](http://www.studiomnemonic.com)

Photo de femme (page 17 et couverture arrière)  
 par Nnaemeka Ugochukwu, sur Unsplash.

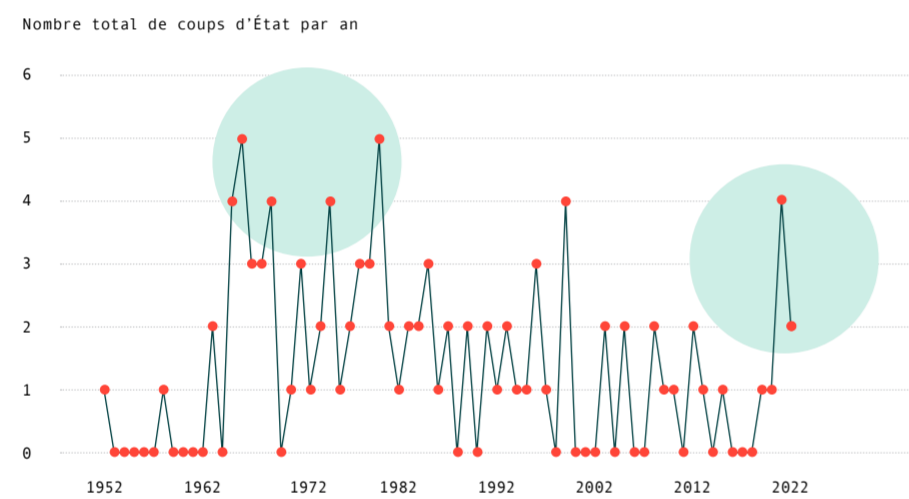
Ces coups d'État nous épuisent.  
 Les gens ont souffert, perdu  
 des êtres chers, ont été humiliés,  
 appauvris, et ont même  
 perdu a vie. Nous ne voulons  
 pas de ces coups.

FEMME PARTICIPANTE AU GROUPE DE DISCUSSION, ACCRA, GHANA (JUIN 2022)

# SOMMAIRE EXÉCUTIF

Au cours de la dernière décennie, les démocraties du monde entier ont été confrontées à de multiples défis, et l'Afrique ne fait pas exception. Les manipulations constitutionnelles se sont multipliées sur le continent, certains dirigeants tentant de prolonger la durée de leur mandat. Mais le facteur le plus frappant est peut-être l'augmentation soudaine du nombre de coups d'État militaires. Entre 2020 et 2022, l'Afrique a connu six coups d'État et trois tentatives de coup d'État, un bond prononcé par rapport aux deux décennies précédentes. Les dirigeants des coups d'État ont bénéficié d'un soutien populaire important, mais de courte durée.

FIGURE 1  
NOMBRE TOTAL DE COUPS D'ÉTAT MILITAIRES ABOUTIS PAR ANNÉE



Source : Basé sur l'ensemble de données de Souaré, I.S. (2022a). « Are coups back in Africa? », mis à jour en octobre 2022.

98

coups d'État militaires, au total, en 70 ans (1952-2022)

25

ans de coups d'État non-aboutis, sur une période de 70 ans

1.4

de coups d'État militaires aboutis, en moyenne, par année

Alors que les coups d'État et les régimes militaires étaient monnaie courante au début de l'histoire postcoloniale de l'Afrique, une vague de démocratisation s'est répandue sur le continent depuis le début des années 1990. Cela s'est accompagné de progrès en faveur de l'ordre constitutionnel. Dans un grand nombre de pays, des gouvernements démocratiques ont été mis en place, et les changements pacifiques de pouvoir politique par le biais d'élections se sont accrus. La gouvernance démocratique est devenue une norme à l'échelle du continent, proclamée par l'Union africaine (UA) à travers, par exemple, la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance.

Dans ce contexte, la résurgence récente de coups d'État a résonné comme un signal d'alarme. Elle fait planer le spectre d'un recul démocratique, de turbulences et d'une implication marquée de l'armée dans la vie politique. Un pouvoir acquis par des moyens militaires représente un risque grave pour la paix et les progrès démocratiques dans tous les pays concernés, avec des effets de débordement potentiels et une déstabilisation plus profonde.

L'UA a dénoncé cette tendance avec des déclarations de haut niveau et des communiqués officiels témoignant d'un effort renouvelé pour agir face à ce qu'elle désigne

comme des changements anticonstitutionnels de gouvernement (CAG). De même, le Secrétaire général des Nations Unies (ONU) António Guterres a déploré l'« épidémie de coups d'État » sur la scène mondiale et a exhorté le Conseil de sécurité des Nations Unies à exercer une « dissuasion efficace ».

Dans le cadre des efforts du PNUD pour faire face à ces événements, cette étude adopte principalement une approche axée sur le développement, en alignement avec le mandat de l'organisation. La présente étude s'inscrit dans la réponse du PNUD à ces événements et, conformément au mandat de l'organisation, adopte explicitement une perspective de développement. Élaboré dans le cadre du partenariat du PNUD avec la Commission de l'UA, le rapport soutient les efforts déployés par les leaders continentaux pour faire face aux CAG. Il propose une perspective d'avenir, tant pour prévenir de futurs coups d'État que pour exploiter les opportunités de changement transformateur et de pérennisation de l'ordre constitutionnel.

Les résultats de la recherche sont basés sur une vaste enquête de perception, qui a recueilli les points de vue de 8 000 citoyens dans toute l'Afrique. Parmi les citoyens interrogés, 5 000 sont des citoyens africains qui ont vécu des coups d'État ou des événements équivalents de changements anticonstitutionnels de gouvernement au Burkina Faso, en Guinée, au Mali, au Soudan et au Tchad. Leurs points de vue ont été comparés à ceux de 3 000 citoyens originaires de pays en voie de transition ou de consolidation démocratique, à savoir la Gambie, le Ghana et la Tanzanie. Dans le présent rapport, nous désignons le premier groupe de pays par l'expression « situations de changements anticonstitutionnels de gouvernement » (CAG) et le second groupe comme des « États en transition démocratique » (ETD). Les résultats de cette enquête de grande ampleur nous ont permis d'interpréter les défis et les tendances à l'aide d'un ensemble de données uniques centrées sur les personnes.

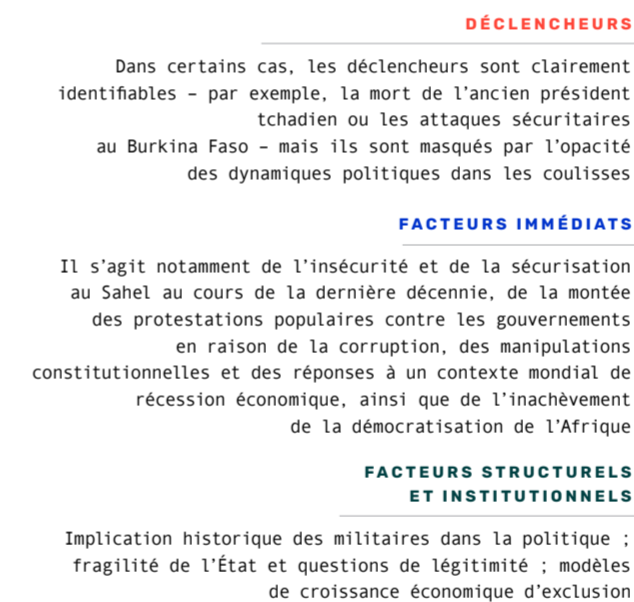
## QUESTIONS CLÉS DE LA RECHERCHE

1. Quels sont les facteurs de développement des coups d'État militaires, en tant que formes de CAG, en Afrique ?
2. Comment expliquer le soutien populaire apparent à de tels coups d'État « sur le moment », y compris dans des contextes où des dirigeants démocratiquement élus ont été évincés ?
3. Quelles options politiques et programmatiques les acteurs régionaux et internationaux devraient-ils envisager pour prévenir les coups d'État militaires de manière efficace ?
4. Que peuvent faire ces acteurs pour restaurer et maintenir l'ordre constitutionnel, rétablir le contrat social et favoriser une gouvernance démocratique inclusive dans les pays touchés par des CAG ?

Avant le coup d'État, chacun des cinq pays touchés par des CAG a vécu des dynamiques uniques. Toutefois, en combinant ces facteurs pour obtenir une perspective régionale, on peut penser que le risque de coup d'État dépend d'une multitude de facteurs communs. Les récents coups d'État militaires en Afrique se sont également déroulés dans une période marquée par l'interdépendance et la complexité. Partout dans le monde, les aspects géopolitiques, économiques, numériques, environnementaux et socioculturels fusionnent pour créer un paysage de plus en plus dynamique. Ainsi, les explications réductrices, basées sur un seul facteur ou les solutions excessivement simplistes apparaissent inopérantes.

Pour démêler les facteurs critiques, l'étude *Soldats et Citoyens* a utilisé une approche d'analyse des conflits, qui fait la distinction entre les facteurs structurels et institutionnels (ou causes profondes), les causes immédiates et les déclencheurs (voir figure 2). Cela a fourni un cadre contextuel pour l'analyse des résultats de l'ensemble des données sur les perceptions.

FIGURE 2  
FACTEURS STRUCTURELS, IMMÉDIATS ET DÉCLENCHEURS DES COUPS D'ÉTAT MILITAIRES CONTEMPORAINS EN AFRIQUE



## Perspectives des citoyens : aperçus de l'enquête Soldats et Citoyens

### L'espoir d'un nouvel avenir

Les citoyens qui ont récemment vécu des CAG ont exprimé un désir accru de changement et de transformation positive à la suite des récents bouleversements. L'optimisme général a été mesuré à travers plusieurs indicateurs. Il s'agissait notamment de savoir si les répondants pensaient que la récente transition politique avait eu un impact positif sur leur pays, s'ils étaient optimistes quant à l'amélioration prochaine de la prestation de services, de la sécurité et de la situation économique, s'ils se sentaient « entendus » lors des récents événements politiques et s'ils faisaient état d'émotions positives, telles que l'« enthousiasme » et l'« optimisme », au moment de l'événement en question.

Les citoyens interrogés dans les pays touchés par un CAG sont 24 % plus nombreux à exprimer leur enthousiasme quant à l'orientation prise par leur pays que ceux vivant dans des ETD.

Les citoyens interrogés après un CAG se sont montrés plus optimistes et moins sceptiques que leurs homologues des ETD, ce qui indique qu'ils sont prêts à faire un saut dans l'inconnu. Toutefois, les résultats ont également montré les bouleversements individuels induits par l'expérience d'un coup d'État. Les répondants dans les pays ayant vécu des CAG ont été plus nombreux à choisir, à la fois, des adjectifs positifs et négatifs pour décrire leur état émotionnel au moment de l'événement.

Les événements liés aux CAG, examinés dans cette étude, sont récents et leurs conséquences à plus long terme sur le développement restent inconnues. Cependant, l'étude de fond du PNUD a permis d'analyser les impacts des coups d'État précédents en Guinée (2008) et au Mali (2012), à l'aide de méthodes basées sur des enquêtes contrefactuelles. Les résultats ont démontré que ces coups d'État avaient entraîné une perte cumulée de 12,1 milliards (Guinée) et 13,5 milliards (Mali) de dollars du produit intérieur brut (PIB) total, sur la base de la parité du pouvoir d'achat (PPA) de l'année des coups d'État.

Les recherches ont également confirmé que les coups d'État examinés ont provoqué des réactions politiques qui ont découragé les investisseurs et freiné les activités économiques. Les prix des denrées alimentaires et des produits de base, déjà sous pression en raison de la COVID-19, et plus récemment, du conflit en Ukraine, ont été affectés par l'instabilité dans tous les contextes. Les besoins humanitaires ont explosé.

Malgré cela, les répondants des pays touchés par un CAG étaient plus nombreux que les citoyens interrogés dans les ETD à considérer l'impact de la récente transition politique comme globalement positif. C'est particulièrement le cas pour les citoyens interrogés en Guinée, au Mali et au Tchad.

## « Les élections vont avoir lieu pour la première fois et certaines personnes ne savent même pas comment voter. Le gouvernement est tenu d'informer les citoyens sur le déroulement des élections. »

FEMME PARTICIPANTE AU GROUPE DE DISCUSSION,  
KHARTOUM, SOUDAN (FÉVRIER 2022)



### Un optimisme éphémère

Les données du rapport *Soldats et Citoyens* reflètent également le caractère éphémère de cet optimisme et du soutien populaire aux coups d'État militaires. Les sentiments positifs ont évolué lorsqu'on a demandé aux citoyens interrogés comment ils se sentaient « maintenant » (au moment de l'étude), par opposition à « avant » (pendant la transition politique). Cela fait écho aux tendances observées dans d'autres contextes où les coups d'État étaient populaires au départ, et suggère que le soutien aux putschistes peut être interprété comme une réaction contre le statu quo, plutôt que comme un soutien inconditionnel au régime militaire instauré. En effet, en Guinée et au Burkina Faso, les foules se sont retournées contre les dirigeants qu'elles avaient acclamés lors de leur arrivée au pouvoir moins d'un an auparavant. Cette interaction délicate entre l'espoir, la concrétisation et les attentes contribue au risque de turbulences prolongées dans les contextes de transition.

### Une inclusion limitée

Le fléchissement de la confiance des citoyens envers les gouvernements de transition s'explique en partie par le fait que les promesses d'inclusion n'ont pas été pleinement tenues. À l'exception du Soudan (à la suite du coup d'État qui a précédé la guerre actuelle entre factions armées), tous les pays touchés par des CAG ont mis en place un organe faisant office de conseil législatif transitoire qui, dans une certaine mesure, reflétait la diversité dans ces pays. Ils ont tous entamé au moins un certain dialogue avec les forces sociopolitiques de leurs pays respectifs pour parvenir à un consensus sur la gestion de la transition. Dans les cinq pays concernés, il était clair que des processus inclusifs et consultatifs devaient guider l'élaboration et l'exécution des plans de transition. Cependant, dans tous les contextes, les critiques des acteurs politiques et civiques se sont multipliées par la suite, précisément sur la question de l'inclusivité. L'hostilité entre les dirigeants de la junte et les voix de l'opposition s'est également accentuée.

Les données du rapport *Soldats et Citoyens* ont révélé une forte appétence pour une plus grande inclusion des femmes et des jeunes dans le leadership politique, et ce, dans tous les contextes. Dans l'ensemble, 71 % des citoyens interrogés sont d'accord pour dire qu'il faut plus de jeunes dans les postes de leadership. Parmi les répondants âgés de 15 à 24 ans, ce pourcentage passe à 78 %.

### Des points de vue divergents sur la démocratie et les militaires

Dans les ETD, plus de deux tiers des citoyens interrogés ont déclaré que la démocratie était préférable à tout autre type de gouvernement.

Dans les situations de CAG, un peu plus de la moitié des répondants seulement étaient du même avis. Les autres sont partagés entre l'idée qu'un gouvernement non démocratique peut parfois être préférable (17 %) et l'idée que, pour eux, le type de gouvernement n'a pas vraiment d'importance (20 %).

Ces résultats reflètent la déception suscitée par la mise en place de gouvernements démocratiquement élus. Cette insatisfaction alimente, en outre, le sentiment qu'une gouvernance non démocratique peut constituer une alternative légitime. Cette attitude est plus répandue dans les pays touchés par un CAG. Cependant, dans les deux catégories de pays, les femmes sont moins nombreuses que les hommes à indiquer qu'un système non démocratique pourrait être préférable (une différence de 7 % dans les pays touchés par des CAG et de 4 % dans ETD). Une analyse plus poussée des données de *Soldats et Citoyens* a révélé que les hommes étaient 55 % plus susceptibles que les femmes de dire qu'un gouvernement non démocratique pouvait être préférable dans certaines circonstances. Cette constatation suggère que la parité hommes-femmes et l'amélioration des droits des femmes est plus facile à obtenir par la démocratie qu'en son absence.

Les attitudes à l'égard du rôle des militaires dans le gouvernement étaient également divergentes. Les citoyens interrogés dans les pays touchés par des CAG ont exprimé une plus grande tolérance à l'égard de l'engagement des militaires dans les affaires gouvernementales, y compris leur intervention lorsque l'État se montre incompetent.

Les répondants de la catégorie des CAG ont été plus nombreux (22 %) que ceux de la catégorie ETD à estimer que lorsqu'un gouvernement démocratique est incompetent, l'armée doit intervenir.

### L'heure du changement

Le désir de changement apparaît comme un thème récurrent dans les données, en particulier chez ceux qui soutiennent le récent coup d'État. « L'heure du changement » a été citée comme la raison la plus importante de soutenir une prise de pouvoir par l'armée (44 %). Les autres priorités étaient « une meilleure gouvernance » (15 %) et « la sécurité » (21 %), tandis que 8 % ont répondu « je ne sais pas ». Les répondants des pays touchés par des CAG ont indiqué trois raisons principales de soutenir les résultats des dernières élections, à savoir « une meilleure gouvernance » (21 %), « un mandat constitutionnel » (21 %) et « l'heure du changement » (16 %).

Lorsqu'on leur a demandé d'expliquer les raisons pouvant justifier des alternatives à la démocratie, la plupart des citoyens interrogés ont cité des exemples où la démocratie était

« bafouée » ou « ne fonctionnait pas ». Plus de la moitié (63 %) des citoyens interrogés dans les pays touchés par des CAG ont déclaré que cela justifierait des alternatives, tandis que dans les ETD, 48 % seulement des citoyens interrogés ont choisi cette réponse. Dans ces pays, une fraction plus large des répondants a désigné la « corruption » comme la seconde raison la plus importante (29 %).

La déception à l'égard des dirigeants démocratiquement élus peut donc inciter à envisager d'autres systèmes de gouvernement. Cette attitude était plus prononcée dans les pays ayant récemment connu un coup d'État. Lorsqu'on leur a demandé de classer les performances du gouvernement, un nombre similaire de citoyens dans les deux catégories ont estimé qu'une amélioration était nécessaire. Toutefois, le scepticisme est, là aussi, plus élevé dans les ETD.

### Le risque de coup d'État peut se propager

Enfin, les conclusions de l'étude *Soldats et Citoyens* suggèrent que le risque de coup d'État peut se propager. Dans les pays touchés par un coup d'État, il existe un risque évident que la volatilité persiste et que l'ordre constitutionnel continue de s'éroder au-delà de la période de transition. [La guerre entre les instigateurs du coup d'État au Soudan, qui a éclaté à partir d'avril 2023, en est la preuve]. Les putschistes peuvent également s'inspirer les uns des autres, en contournant de plus en plus les cadres normatifs et les efforts des institutions régionales.

Les cinq pays récemment touchés par des CAG ne sont pas les seuls à expérimenter cette convergence particulière entre les facteurs structurels et immédiats. Cela met en évidence le potentiel d'émergence d'autres cas sur le continent. La recherche, ainsi que les événements qui se sont déroulés au Ghana, en Gambie et au Sénégal au moment de l'étude, a montré des vulnérabilités jusque dans les pays en voie de transition ou de consolidation démocratique.

Il est intéressant de constater que les citoyens de certains ETD, qui sont comparativement stables et avancés sur le plan du développement, ont fait état de niveaux de frustration et de scepticisme, à l'égard du gouvernement, plus élevés que dans les pays touchés par un coup d'État. Cet écart semble indiquer à la fois des attentes plus élevées dans ces contextes et des défis qui persistent, même dans des pays enregistrant une progression relative en matière de développement. La recherche montre, de manière convaincante, une nette baisse de la tolérance à l'égard des inégalités persistantes, des performances insatisfaisantes des gouvernements et de l'enrichissement personnel des élites à travers le continent.



# MÉTHODOLOGIE

## 1. POINTS D'ANCRAGE CONCEPTUELS

**En raison de la complexité des problèmes et des dynamiques en jeu, l'équipe de recherche a établi un ensemble de trois points d'ancrage conceptuels pour guider le processus.**

### Évolution et mise en œuvre des normes de l'UA sur les CAG

Au cours des deux dernières décennies, l'une des évolutions les plus notables de la gouvernance et de la diplomatie africaines a été l'émergence de l'UA et de quelques communautés économiques régionales (CER) et mécanismes régionaux (MR) en tant qu'acteurs influents dans les processus de transition politique de certains États membres. Des expériences récentes dans des pays tels que le Burkina Faso, la Centrafrique, la Gambie, le Lesotho, le Mali et le Soudan du Sud ont mis en évidence l'influence potentielle de l'UA et d'organisations telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

La présente étude se place dans le contexte évolutif des cadres normatifs de l'UA qui portent sur les CAG. Cela a commencé à prendre forme dans les années 1990 (sous la direction de l'Organisation de l'unité africaine de l'époque), parallèlement à un engagement en faveur des élections comme étant la seule base légitime pour assumer et conserver le pouvoir gouvernemental. Les normes de lutte contre les CAG sont inscrites dans divers instruments juridiques. Il s'agit notamment de la Déclaration de Lomé de 2000, de l'Acte constitutif de l'UA, de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (la Charte africaine), ainsi que de diverses déclarations et décisions du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA.

Plusieurs CER/MR ont élaboré des instruments régionaux qui reprennent ces normes continentales. L'intention de freiner et de dissuader les CAG est fortement ancrée dans l'évolution des interprétations des menaces à la paix et à la sécurité mondiales au sein du droit international. Cela rejoint, en outre, les cadres normatifs du droit international et des organisations internationales depuis l'après-guerre froide, dans le but de défendre

l'ordre constitutionnel et de promouvoir la gouvernance démocratique.

Dans les formulations des instruments de l'UA, les CAG peuvent prendre une variété de formes. La première, les coups d'État militaires, est actuellement la plus répandue et constitue l'axe principal du présent rapport.

Les analystes ont identifié plusieurs lacunes dans cette architecture politique, notamment la nécessité d'une disposition plus claire en réponse aux tentatives d'extension du pouvoir par le biais d'un amendement constitutionnel. La Déclaration d'Accra de mars 2022 a réitéré l'engagement du continent à respecter ces principes, ainsi que l'intention de l'UA de prendre des mesures supplémentaires pour renforcer les réponses à tous les niveaux.

Les questions urgentes concernant la mise en œuvre de ces normes et les incitations des États membres de l'UA à y adhérer requièrent une attention soutenue. Le cadre normatif sur les CAG est donc en train d'évoluer et exige un engagement renouvelé. Il constitue toutefois un cadre pertinent, utile et opportun, à travers lequel il est possible d'examiner les événements récents et d'élaborer des stratégies de réponse, tout en renforçant davantage le leadership et l'influence au niveau régional. Le partenariat étroit entre le PNUD et la Commission de l'UA, et ses diverses agences spécialisées, a fourni une source d'inspiration supplémentaire.

### Une optique explicite de développement dans l'analyse des coups d'État en tant que formes de CAG

L'expérience indique que les coups d'État militaires ont un impact négatif sur les avancées du développement. Les changements brusques de gouvernement entravent la mise en œuvre fluide des politiques et des programmes et freinent les investissements tant indispensables. Les diverses parties prenantes, y compris les acteurs de développement, doivent identifier les options et les voies pour atténuer les risques profonds associés aux coups d'État militaires, en tant que formes de CAG. Les possibilités de transformation positive doivent être explorées et exploitées. Le PNUD a produit le présent rapport dans le but de répondre à ce besoin. Cette démarche s'inscrit dans sa mission en tant qu'acteur principal du développement dans le système des Nations Unies, engagé à différents niveaux en vue de

soutenir les États et les citoyens africains, ainsi que l'UA et les organisations régionales, pour œuvrer en faveur de l'Agenda 2030 (en l'occurrence, sa dernière « décennie d'action ») et de l'Agenda 2063.

Le point de départ de l'étude est qu'une optique de développement peut contribuer à apporter des réponses efficaces pour prévenir les coups d'État militaires, tout en complétant les perspectives et les instruments politiques visant à protéger et à faire progresser les acquis en matière de développement. Cette approche met en évidence la manière dont les différents aspects du contexte de développement d'un pays peuvent influencer la survenue de coups d'État militaires. Elle met également en lumière les conséquences potentielles des coups d'État sur le développement. Ces conséquences peuvent s'avérer destructrices, mais l'adoption d'une optique de développement permet également de rechercher des moyens d'obtenir des résultats positifs et favoriser le progrès à l'avenir.

Cette optique découle de l'Agenda 2030 qui, dans l'Objectif de développement durable n° 16, souligne le rôle central de l'instauration de sociétés pacifiques, justes et inclusives pour obtenir et préserver les résultats en matière de développement dans tous les autres domaines. L'Agenda 2063 formule des priorités connexes dans son Aspiration 3 (une Afrique de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits de l'homme, de justice et d'état de droit) et son Aspiration 4 (une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité). Dans l'initiative *Notre programme commun*, le Secrétaire général des Nations Unies rappelle l'importance de la construction d'un nouveau contrat social afin d'approfondir la confiance et la responsabilité. La présente étude réaffirme le rôle crucial et opportun des dimensions du développement international liées à la gouvernance.

L'adoption d'une perspective de développement attire également l'attention sur la manière dont les citoyens vivent les événements politiques nationaux (à travers différents vecteurs démographiques, de genre et d'identité), un aspect que l'analyse politique néglige parfois. Les points de vue respectifs et différenciés des femmes et des jeunes sont essentiels. Il est reconnu que ces groupes tiennent une place centrale dans les avancées de développement, comme en témoigne l'Agenda 2063. La dimension

axée sur l'humain correspond étroitement à l'approche de la sécurité humaine des Nations Unies et à l'engagement de « ne laisser personne pour compte », et contribue grandement à cette vision. Elle est ancrée dans la méthodologie du rapport, comme nous le verrons plus loin.

### Envisager des transitions politiques inclusives

Ce rapport préparé par le PNUD, dans le cadre de son projet de soutien aux transitions inclusives en Afrique, reflète l'engagement de l'organisation à favoriser les plateformes de développement qui impliquent un éventail très varié de parties prenantes. En outre, le rapport examine la qualité et la profondeur de l'inclusion au cours des transitions politiques complexes, déclenchées par les coups d'État militaires et au cours des processus électoraux.

La recherche vise à comprendre dans quelle mesure les populations ont le sentiment d'être écoutées, si un nouveau contrat social peut être établi après un coup d'État militaire et si les élections parviennent à renouveler la confiance des citoyens envers l'État. En conséquence, l'étude s'intéresse de près au caractère inclusif des processus politiques. Cette dimension est présentée comme un facteur clé permettant de faire basculer un moment périlleux des CAG en des résultats transformateurs à plus long terme.

Ce rapport a été élaboré dans le cadre de la nouvelle Facilité pour l'Afrique à l'appui des transitions inclusives (AFSIT), une initiative conjointe du PNUD et de la Commission de l'UA, visant à fournir un soutien programmatique intégré aux pays d'Afrique confrontés à des transitions politiques complexes.

La trajectoire reliant les processus inclusifs à des résultats inclusifs est un chemin complexe et non linéaire. Pourtant, les sociétés et les États plus ouverts et inclusifs affichent une prospérité, une efficacité et une résilience accrues à long terme. De nombreuses recherches démontrent que l'exclusion des groupes marginalisés et minoritaires des prises de décision politiques, qu'elle soit quantifiée ou perçue de manière informelle, constitue un facteur clé de conflit et d'instabilité, tout en affectant les perspectives de consolidation démocratique.

L'expérience en matière de rétablissement de la paix souligne l'importance des processus de dialogue national inclusifs pour instaurer la confiance et créer une vision commune de l'avenir, soutenue et pérennisée par des infrastructures nationales favorisant la paix. Ces enseignements sont pertinents pour l'examen des processus et des priorités de la transition après un coup d'État. Les contributions des femmes et des jeunes sont fondamentales pour établir une paix durable, par exemple. En conséquence, des normes et des processus politiques essentiels

ont été établis autour des femmes, de la paix et de la sécurité ainsi que des jeunes, de la paix et de la sécurité.

Pour que la démocratie fonctionne, tous les citoyens doivent avoir accès à la participation et à la représentation dans les institutions et les processus, qu'il s'agisse de la gestion des élections, des organes constitutionnels, des partis politiques ou des parlements. Le concept d'inclusion politique signifie que chaque citoyen devrait avoir des droits égaux et des possibilités similaires de s'engager et de contribuer au fonctionnement de ces institutions et processus. Les niveaux d'inclusion et de représentativité sont des indicateurs essentiels de la légitimité globale d'un processus politique donné, y compris les transitions, qu'il résulte d'élections ou qu'il fasse suite à des événements liés à des CAG.

## 2. OUTILS DE RECHERCHE

**L'étude a utilisé à la fois des méthodes qualitatives et quantitatives, décrites plus en détail ci-dessous. Les méthodes ont été conçues de sorte à trianguler les résultats entre les sources de données pour tenir compte de la complexité des questions en jeu.**

### Sélection des pays

L'approche méthodologique globale a consisté à rassembler des preuves et des données concernant deux types distincts de transitions politiques récentes en Afrique. Cette démarche repose sur l'hypothèse selon laquelle une analyse comparative permettrait de tirer des enseignements pertinents. Plus précisément, l'étude oppose les pays de la catégorie des CAG, qui ont récemment connu un coup d'État militaire ou un événement équivalent, aux ETD, qui semblent être sur la voie de la consolidation ou de la transition démocratique.

**Ces deux catégories ne représentent pas une typologie complète des transitions politiques contemporaines en Afrique. Elles reflètent cependant la polarité entre deux tendances principales : soit vers soit vers le renforcement de la démocratie sur le continent, de la démocratie sur le continent, comme on l'observe depuis les années 1990, soit, semble-t-il, vers sa remise en cause.**

Pour cette étude, les pays concernés par des CAG sont le Burkina Faso, la Guinée, le Mali, le Soudan et le Tchad, tandis que les ETD sont la Gambie, le Ghana et la Tanzanie. L'analyse porte tout particulièrement sur le premier groupe de cinq pays qui ont récemment connu un coup d'État militaire (bien que le cas du Tchad soit particulier dans ce contexte). Les États de la deuxième liste ont soit connu une période importante de transition démocratique (Ghana et Tanzanie, ce dernier étant également le seul pays inclus dans l'étude sans historique de coups d'État militaires), soit se sont engagés, ne serait-ce que récemment, sur la voie de la transition démocratique (Gambie).

L'inclusion des ETD a permis de générer des leçons et des enseignements comparables, et a également révélé les limites potentielles de la performance gouvernementale par rapport aux attentes des citoyens, même dans des démocraties apparemment fonctionnelles.

### Instruments de recherche quantitative

L'étude recueille les points de vue d'environ 8 000 citoyens africains vivant dans les huit pays ciblés, en comparant et en opposant les expériences entre ces pays. Les points de vue des citoyens occupent une place centrale dans le rapport ; ils sont « écoutés » et les résultats sont confrontés à d'autres données et à de la documentation. Afin de disposer d'un échantillon de taille suffisante, 1 000 réponses ont été recueillies dans chaque pays, par le biais d'entretiens téléphoniques assistés par ordinateur (CATI). Cela a permis de rassembler un ensemble de 5 000 répondants dans les pays touchés par des CAG et 3 000 dans la catégorie des ETD.



Les figures suivantes dressent le profil démographique de cet échantillon considérable. Les participants des deux contextes étaient représentés de manière équilibrée en termes de genre, avec une proportion égale de femmes et d'hommes (51 % de femmes parmi les répondants des pays ayant connu des CAG et 50 % dans les ETD). L'âge moyen des répondants était de 35 ans. La majorité des répondants se trouvaient dans des zones urbaines (70 % dans les pays ayant connu des CAG et 58 % dans les ETD). Dans les deux contextes, un peu plus de la moitié des répondants avaient un emploi (56 % dans les pays ayant connu des CAG et 62 % dans les ETD).

Les citoyens interrogés dans les huit pays concernés ont été invités à se remémorer le dernier événement politique au niveau national (qu'il s'agisse de CAG ou d'élections) et à répondre à des questions relatives à leurs expériences et à leurs points de vue, ainsi qu'à des questions supplémentaires concernant leur attitude à l'égard des différentes formes de gouvernement et des performances du gouvernement. Elles ont également été interrogées sur leur vision de l'avenir en fonction de leur évaluation des performances du gouvernement et de la confiance qu'ils lui accordent, ainsi que de l'orientation générale du pays.

Dans les pays touchés par des CAG, les discussions ont porté sur les événements politiques suivants :

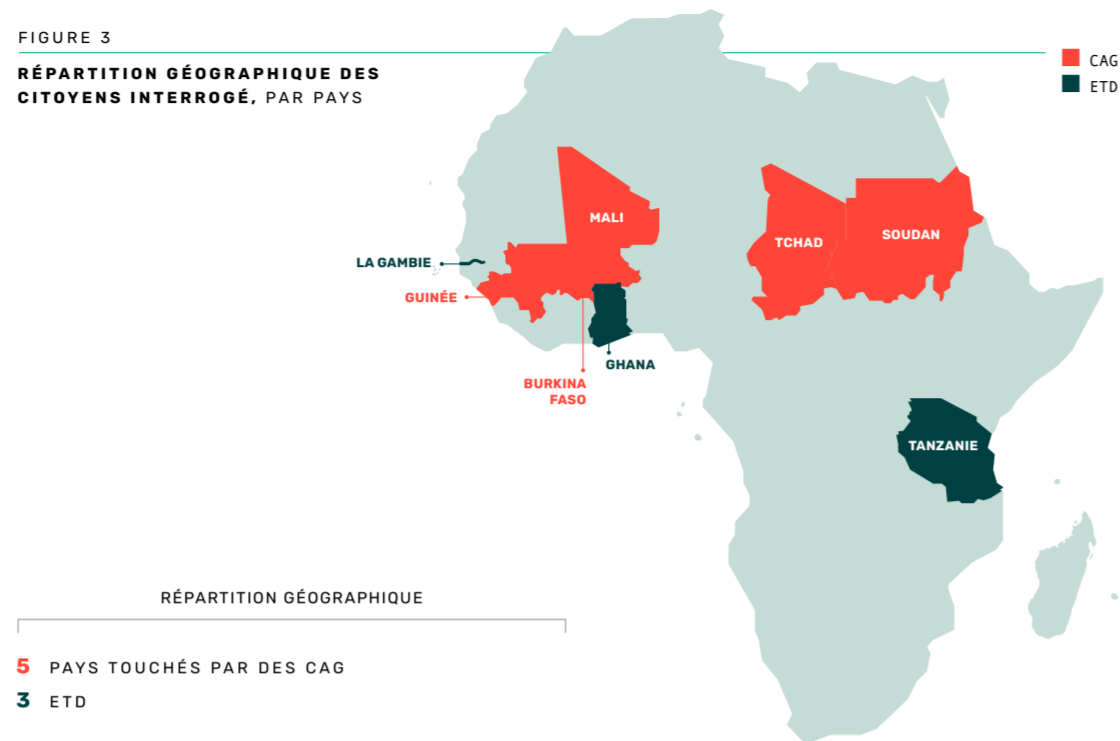
- Burkina Faso : Paul-Henri Sandaogo Damiba a accédé à la présidence par un coup d'État militaire, en février 2022.
- Tchad : Mahamat Idriss Déby Itno (également connu sous le nom de Mahamat Kaka) est devenu président par intérim lorsqu'il a été nommé par le Conseil militaire de transition, en avril 2021, à la suite du décès de son prédécesseur (et père), Idriss Déby.
- Guinée : Mamady Doumbouya est devenu le chef de l'État de transition, à la suite d'un coup d'État militaire, en septembre 2021.
- Mali : Assimi Goïta est devenu le chef de l'État de transition, à la suite d'un coup d'État militaire, en mai 2021.
- Soudan : Abdel Fattah Abdelrahman al-Burhan, président du Conseil de souveraineté transitoire, a démis le Premier ministre civil de ses fonctions, devenant ainsi le chef d'État de transition du Soudan, en octobre 2021.

Dans la catégorie des ETD, les événements électoraux suivants ont été discutés avec les citoyens interrogés :

- La Gambie : Réélection d'Adama Barrow à la présidence, en décembre 2021.
- Ghana : Réélection de Nana Addo Dankwa Akufo-Addo à la présidence, en décembre 2020.

FIGURE 3

### RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES CITOYENS INTERROGÉS, PAR PAYS



- Tanzanie : Accès de Samia Suluhu Hassan à la présidence, en mars 2021, à la suite du décès de son prédécesseur.

L'analyse descriptive des résultats de l'enquête constitue la base des données primaires présentées dans ce rapport. Afin de vérifier ces résultats initiaux, une seconde analyse de l'ensemble des données a été réalisée à l'aide d'une analyse de régression logistique multinomiale et d'une modélisation statistique.

### Instruments de recherche qualitative

L'ensemble de données primaires de l'étude *Soldats et Citoyens* a été complété par une série d'activités de recherche qualitative. Des discussions de groupe et des entretiens avec des informateurs clés ont été menés dans deux pays touchés par des CAG (Burkina Faso et Soudan) et dans un pays de la catégorie ETD (Ghana). Quatre groupes différents ont participé aux discussions, dans chaque pays, dont un groupe composé de femmes uniquement et un autre de jeunes uniquement.

Les discussions se sont déroulées dans trois endroits différents dans chaque pays afin d'explorer la diversité des points de vue et des expériences de la population de l'échantillon. Elles ont porté sur les conditions de vie, le gouvernement actuel, le dernier changement de gouvernement, le rôle des acteurs régionaux et internationaux et l'inclusivité des transitions politiques. Douze entretiens avec des informateurs clés ont également été menés dans ces mêmes pays, afin d'approfondir les perspectives sur les questions soulevées, à travers les points de vue des dirigeants communautaires, des OSC,

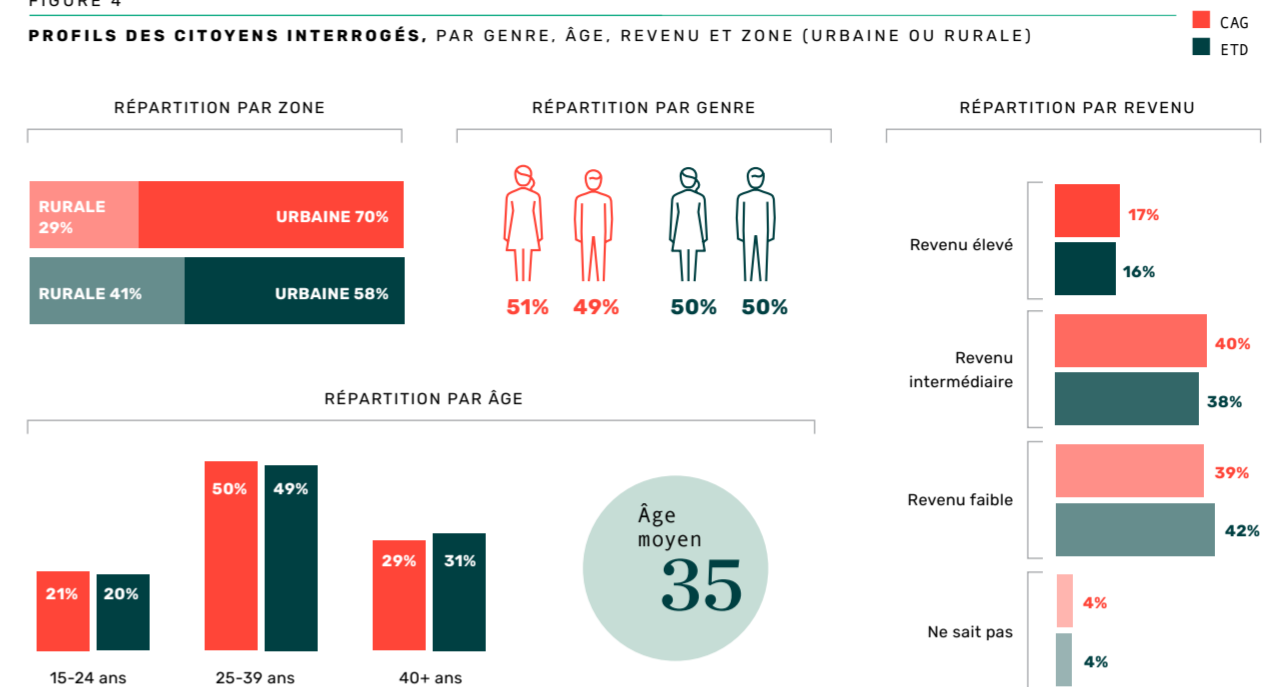
des organisations de femmes et des chefs religieux. Au total, 132 citoyens ont participé aux activités de la recherche qualitative.

Des études de cas et des analyses documentaires plus larges ont été commandées pour chacun des huit pays cibles. Elles visaient à évaluer les contextes et les évolutions historiques qui ont précédé et alimenté les événements politiques en question, conformément aux questions clés de la recherche. Un échantillon de la littérature universitaire sur la démocratisation en Afrique, les coups d'État militaires et les transitions politiques en général a également été examiné. L'analyse a, par ailleurs, été alimentée par des documents portant sur le rôle de l'UA et des CER par rapport à la transition politique, la place du système de développement international en réponse aux CAG, ainsi que par un examen approfondi des expériences spécifiques du Sahel au cours des dernières années.

D'autre part, l'étude s'appuie sur l'expertise du PNUD : ses bureaux nationaux ont apporté un soutien important lors de la phase de collecte des données dans chacun des pays sélectionnés, et son personnel a contribué par ses connaissances à l'ensemble du processus. L'équipe de recherche a collaboré étroitement avec plusieurs autres institutions, notamment l'UA, les CER/MR, la Banque africaine de développement (BAD), des institutions universitaires africaines, des groupes de réflexion et des organisations de la société civile. De multiples consultations entre ces parties prenantes et d'autres, ainsi qu'un processus continu d'évaluation par les pairs, ont rajouté une dimension essentielle au projet.

FIGURE 4

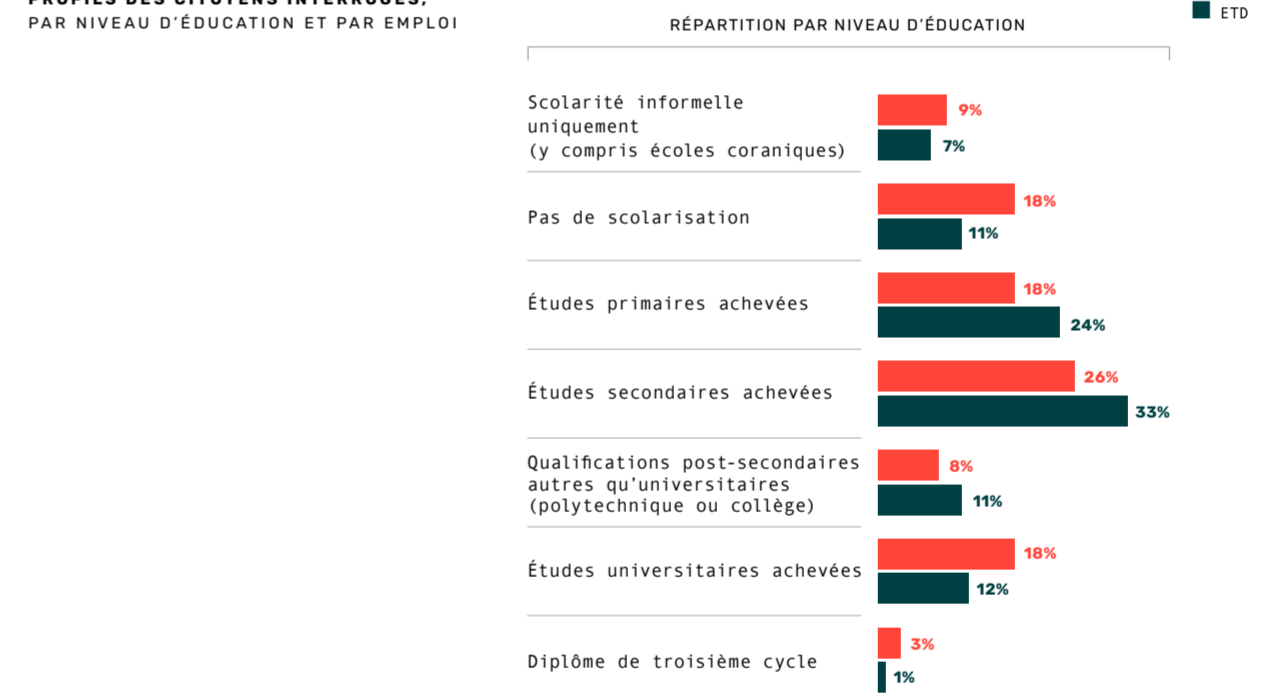
### PROFILS DES CITOYENS INTERROGÉS, PAR GENRE, ÂGE, REVENU ET ZONE (URBAINE OU RURALE)



Dans certains graphiques, les pourcentages peuvent ne pas toujours atteindre un total de 100 %, car ils sont arrondis au pourcentage le plus proche.

FIGURE 5

### PROFILS DES CITOYENS INTERROGÉS, PAR NIVEAU D'ÉDUCATION ET PAR EMPLOI



Dans certains graphiques, les pourcentages peuvent ne pas toujours atteindre un total de 100 %, car ils sont arrondis au pourcentage le plus proche.

Remarque : La catégorie « employés » comprend tous les répondants qui ont indiqué qu'ils travaillaient, tandis que la catégorie « sans emploi » comprend tous les répondants qui ne travaillent pas. La catégorie « étudiants » comprend à la fois les élèves et les étudiants. Pour l'analyse descriptive, la moyenne de la catégorie « éducation » est calculée entre les citoyens sans éducation formelle et ceux ayant reçu une éducation formelle, chaque catégorie ayant le même poids. La catégorie « revenus » est basée sur la question des besoins fondamentaux. La catégorie des revenus élevés fait référence à la réponse « Je gagne assez d'argent pour acheter les produits de base et économiser le surplus ». La catégorie des revenus moyens fait référence à « Je gagne assez d'argent uniquement pour acheter des produits de base » et la catégorie des faibles revenus fait référence à « Je ne gagne pas assez d'argent pour acheter des produits de base ».



Les sanctions ont surtout des répercussions sur les populations plutôt que sur les "obstructeurs" eux-mêmes. Les auteurs de coups d'État restent indemnes. [...] Des sanctions individuelles doivent être appliquées.

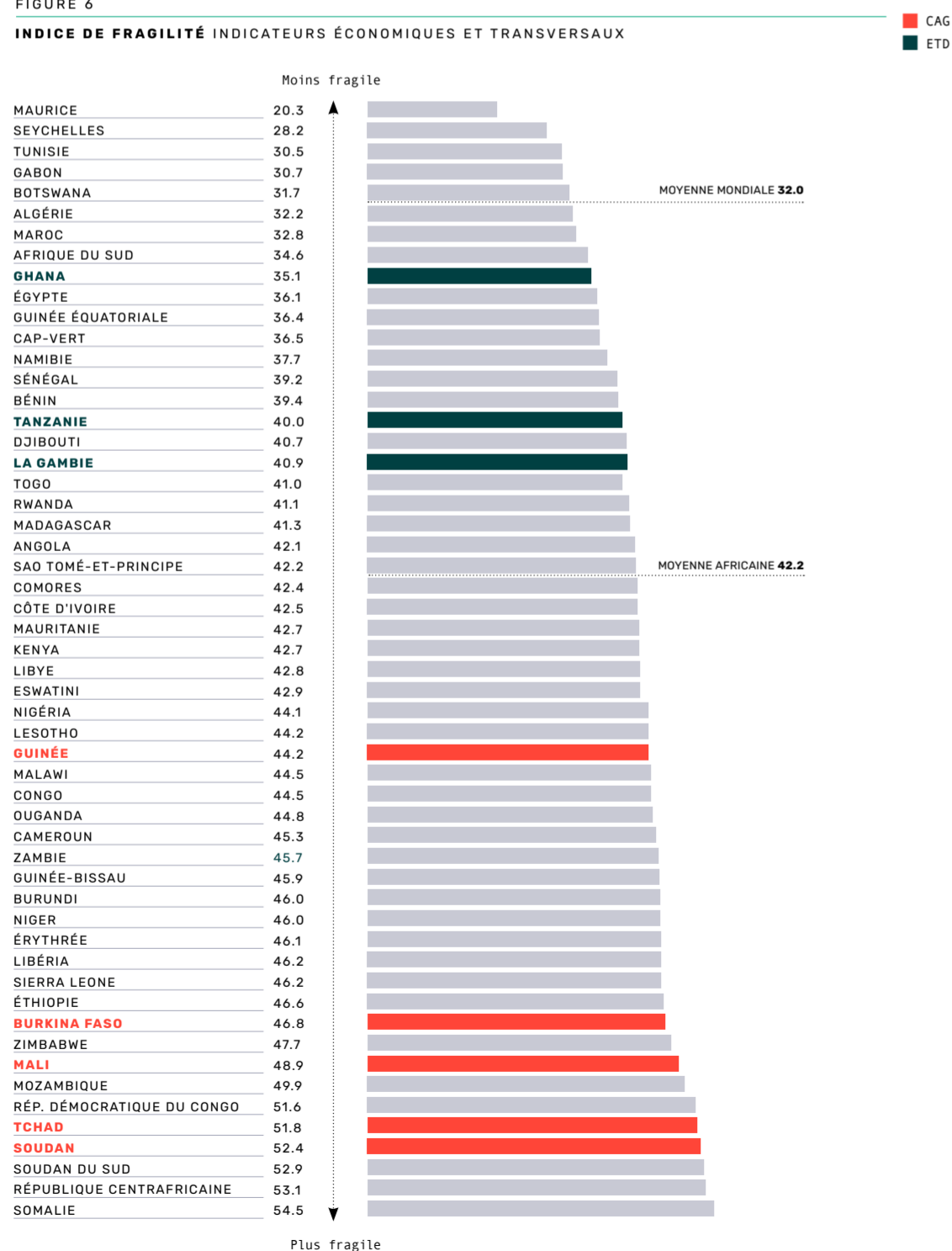
HOMME PARTICIPANT AU GROUPE DE DISCUSSION, KHARTOUM, SOUDAN (FÉVRIER 2022)



# MESSAGES CLÉS

## 1. Une optique axée sur le développement pour atténuer le risque de coup d'État

FIGURE 6  
INDICE DE FRAGILITÉ INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET TRANSVERSAUX



Source : Fragility Index, 2022, (<https://fragilestatesindex.org/>).

L'étude a révélé que parmi les circonstances hybrides qui déterminent la vulnérabilité au risque de coup d'État, les défis de développement occupent une place prépondérante. L'analyse contrefactuelle du coût de ces événements montre, en outre, que les coups d'État ralentissent considérablement le développement. Ces résultats confirment l'idée que les perspectives de développement devraient être au centre des stratégies de réponse aux CAG. Bien que les coups d'État ne soient ni inévitables ni nécessairement probables dans tous les contextes de faible développement, des données secondaires montrent des corrélations évidentes entre un risque accru de coup d'État et une croissance stagnante, une gouvernance économique excluante, une pauvreté multidimensionnelle, des inégalités, une participation réduite des jeunes et des femmes, des déficits de gouvernance et des niveaux élevés de dépenses militaires par rapport au budget de l'État. **Les résultats confirment que le risque de coup d'État peut être vu comme un sous-ensemble de la fragilité de l'État.**

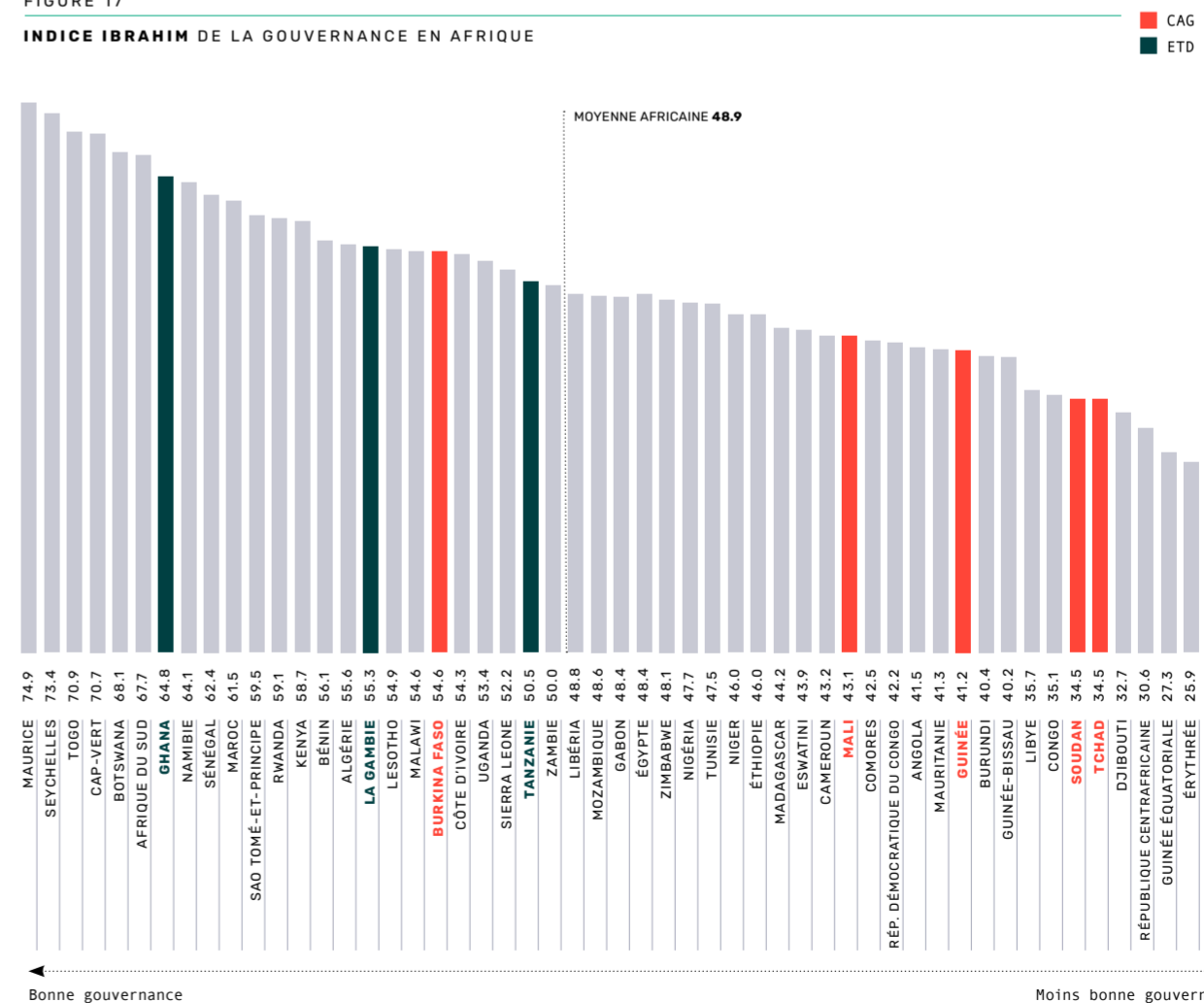
Les pays touchés par des coups d'État contemporains affichent des résultats défavorables au regard des indices de développement mondiaux (voir les exemples dans les figures 6 et 7). Ces classements ne sont pas abstraits, ils représentent des millions de vies marquées par l'exclusion, la violation des droits, la restriction des possibilités et la frustration. Ces griefs créent une base de frustration facile à exploiter par les putschistes. Les données de l'étude *Soldats et Citoyens* révèlent un optimisme et un désir accru de changement chez ceux qui ont récemment vécu un coup d'État militaire, comme s'ils souhaitent qu'une transformation positive se matérialise à partir de ce bouleversement. Les mauvaises performances des gouvernements, la corruption et l'incapacité à assurer la sécurité, les acquis d'un développement inclusif et les opportunités qui en découlent pour les populations semblent créer un attrait pour le changement, sous quelque forme que ce soit.

Les responsables des coups d'État ont explicitement invoqué les géants de l'histoire postcoloniale de l'Afrique dans leur rhétorique de révolution et de transformation. Ce faisant, ils ont frappé l'imagination populaire.



Cet attrait témoigne d'une aspiration à un leadership politique de meilleure qualité, qui s'efforce de répondre aux besoins et aux aspirations de la population. La présence de revendications facilement exploitables, liées à l'incapacité des dirigeants à assurer un développement inclusif, crée un terrain fertile pour l'organisation de coups d'État. Il est donc essentiel d'accroître les investissements en faveur du développement qui produiront des résultats et renforceront la confiance des citoyens en un avenir meilleur.

FIGURE 17  
INDICE IBRAHIM DE LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE



Source : Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique, 2022, (<https://iaag.online/downloads.html>).

## 2. Les États doivent renforcer la démocratie et redéfinir leur contrat social avec les citoyens

Pour être en mesure de résister aux coups d'État, les gouvernements africains doivent adopter quelques principes fondamentaux : améliorer la gouvernance, renforcer la démocratie et accomplir des progrès en matière de développement inclusif. La qualité de la démocratie et la prévalence de dysfonctionnements plus larges dans les systèmes de gouvernance ont été mises en avant. Pendant très longtemps, certains États de la région ont gouverné derrière une façade de démocratie tout en déployant des modèles de gouvernance intrinsèquement exclusifs. **La démocratie se trouve à un tournant décisif en Afrique, confrontée à ses propres lacunes et à ses imperfections.**

Il est indispensable de renouveler le contrat social pour aider les pays touchés par des coups d'État à aller de l'avant, mais également pour prévenir des coups d'État futurs. Pour y parvenir, les gouvernements doivent donner la priorité à des actions concrètes qui améliorent directement la qualité de vie et les opportunités pour tous les segments de la société. La popularité initiale des putschistes

devrait servir d'appel à la mobilisation pour amener les gouvernements à appliquer de meilleures méthodes de gouvernance, inclusives et fondées sur des principes.

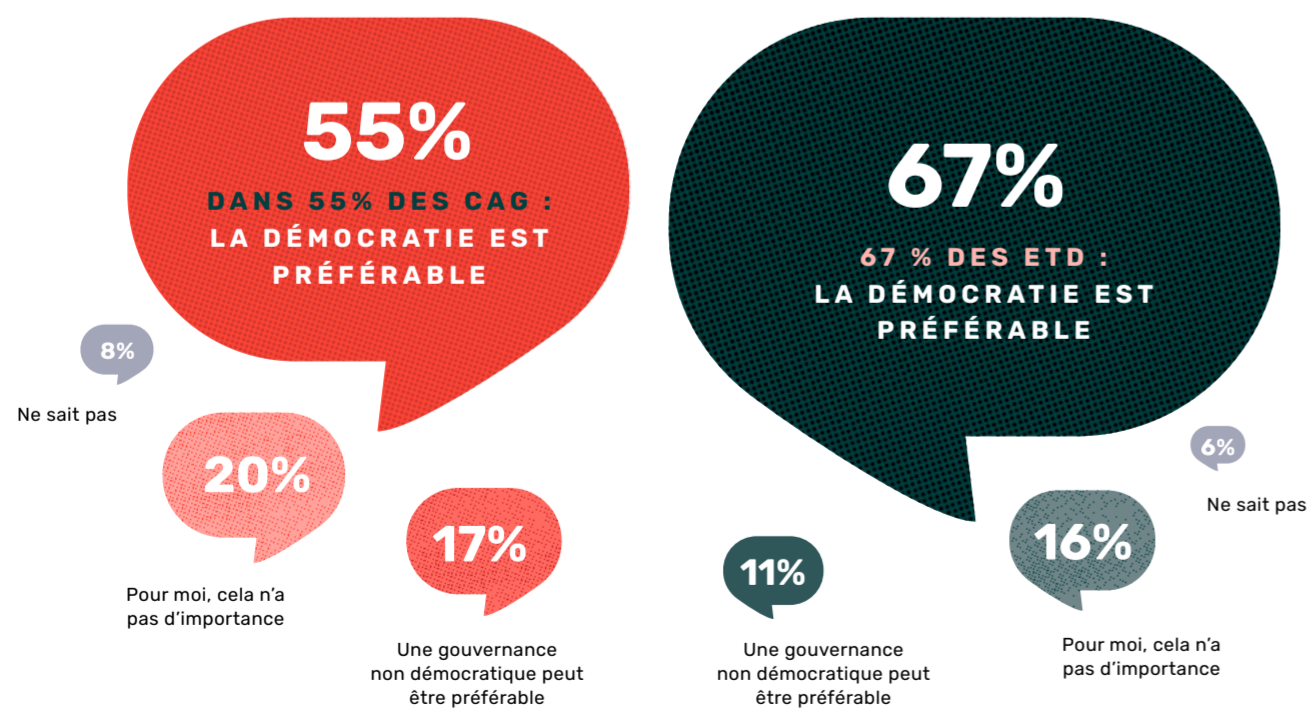
La question de savoir *comment* renouveler au mieux le contrat social est au cœur des programmes de gouvernance d'aujourd'hui, en Afrique comme ailleurs. Cela souligne la nécessité d'établir des processus tels que le dialogue national, qui aide les citoyens à s'entendre et à se comprendre mutuellement et d'instaurer de nouveaux cadres pour gérer collectivement les différences. Le récent rapport du Secrétaire général des Nations Unies *Notre programme commun* met en évidence les domaines politiques clés qui permettront de transformer les vies et d'instaurer la confiance. Il s'agit notamment de la protection sociale universelle, de la couverture santé, de l'éducation, des compétences, des emplois et des logements décents, ainsi que de l'accès universel à internet d'ici 2030 en tant que droit humain fondamental.

Une inclusivité limitée pourrait créer une crise de légitimité des gouvernements et des institutions de gouvernance. Il s'agit notamment des institutions traditionnelles (qui peuvent influencer les choix d'un individu plus que le gouvernement lui-même), du secteur privé et d'autres acteurs économiques, sans oublier les influenceurs des réseaux sociaux. La véritable expérience est vécue sur le terrain et au niveau local, dans les villes ou les villages. Cela exige un encadrement du contrat social sur plusieurs plans, reliant le niveau local aux niveaux national, régional et mondial.

Le renforcement de la démocratie et la reconstruction du contrat social sont des entreprises de longue haleine. Il convient d'établir des processus clés pour signaler à la population que le développement inclusif est devenu une priorité de l'État. Cela peut consister à créer des mécanismes de réclamation et des normes de prestation de services claires, assorties de feuilles de route réalistes pour leur mise en œuvre.

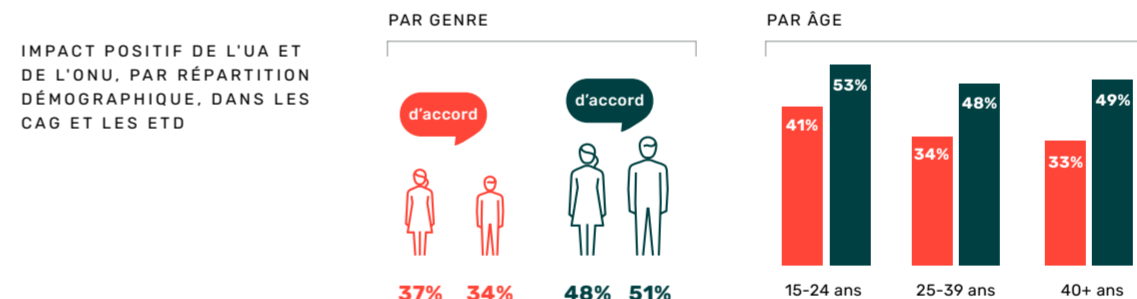
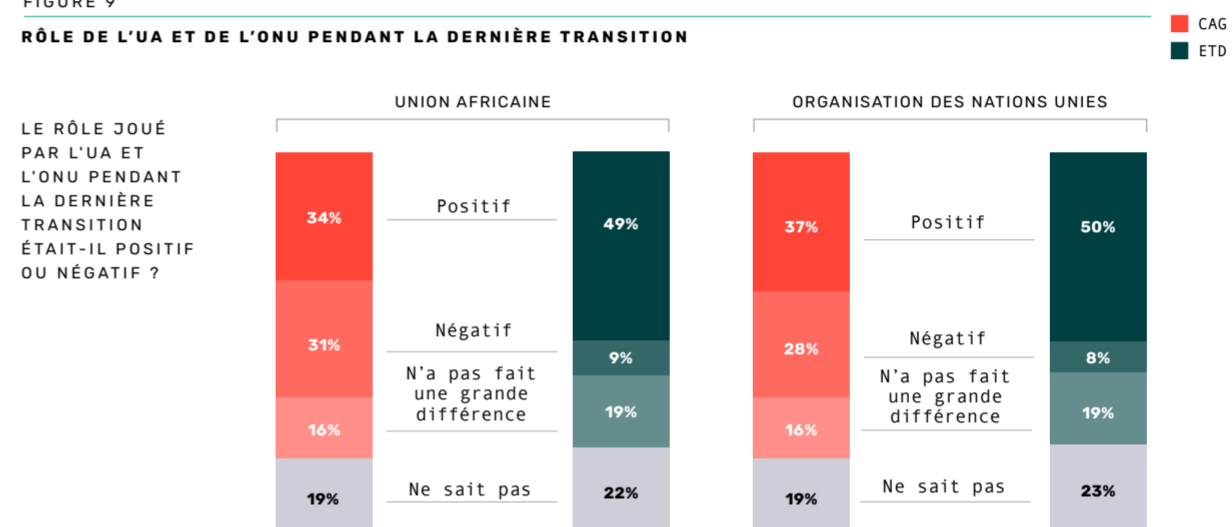
FIGURE 8  
PRÉFÉRENCE POUR LA DÉMOCRATIE OU UNE AUTRE FORME DE GOUVERNEMENT  
PARMI CES TROIS AFFIRMATIONS, LAQUELLE EST LA PLUS PROCHE DE VOTRE OPINION PERSONNELLE ?

CAG ETD  
 ■ La démocratie est préférable  
 ■ Pour moi, cela n'a pas d'importance  
 ■ Une gouvernance non démocratique peut être préférable  
 ■ Ne sait pas



## 3. Les partenaires internationaux et régionaux doivent réaffirmer leur engagement en faveur des normes constitutionnelles, des principes démocratiques et des droits humains

FIGURE 9  
RÔLE DE L'UA ET DE L'ONU PENDANT LA DERNIÈRE TRANSITION ÉTAIT-IL POSITIF OU NÉGATIF ?



Les partenaires régionaux et internationaux tels que l'UA, ainsi que des CER, comme la CEDEAO, ont joué un rôle clé pour faire respecter l'ordre démocratique et constitutionnel, en réagissant aux coups d'État et en s'efforçant de les prévenir. Néanmoins, des questions cruciales ont été soulevées concernant la mise en œuvre des normes et les incitations pour les États membres de l'UA à s'y conformer. Les tergiversations et les incohérences dans le respect des normes continentales risquent de compromettre leur pertinence. Les efforts déployés par l'UA et les CER pour faire respecter les normes sont parfois entravés par une volonté politique insuffisante des États membres, ce qui crée des tensions entre les principes normatifs et les intérêts politiques. La crédibilité de ces institutions est en jeu, avec le risque de voir leur légitimité encore plus érodée aux yeux des citoyens africains.

De leur côté, les partenaires internationaux doivent faire preuve de solidarité en encourageant le renforcement des processus démocratiques en Afrique, tout en surmontant les contradictions de leur engagement. Au cours des dernières décennies, les investissements dans la gouvernance ont diminué au profit de la sécurité et d'autres piliers de la coopération internationale. Les priorités sécuritaires ont en effet contribué à saper les principes. Dans certains de ces contextes à risque, les partenaires internationaux ont poursuivi des objectifs sécuritaires et politiques, en accordant peu d'attention à la responsabilisation des gouvernements partenaires. Dans certaines situations, ces interventions, obéissant à des motifs géopolitiques, ont aggravé les facteurs qui accroissent le risque de coup d'État. Les récents coups d'État et d'autres risques laissent à penser que le moment est venu de prendre conscience de la situation. Un changement d'orientation est indispensable.





# IMPLICATIONS POUR LA POLITIQUE ET LA PROGRAMMATION



Les conclusions de ce rapport proposent cinq séries de priorités spécifiques comme socle d'un cadre d'action politique et de programmation pour répondre au risque de coup d'État contemporain en Afrique.

## 1. Renforcer les mécanismes de réponse continentaux et régionaux

L'étude *Soldats et Citoyens* démontre que les États membres à travers l'Afrique doivent redoubler d'efforts pour apporter des réponses efficaces et cohérentes aux risques de coup d'État contemporains. Comme mentionné plus haut, il est impératif d'améliorer la gouvernance afin de rétablir le contrat social avec les citoyens. La volonté politique nécessaire pour faire respecter les normes et les principes correspondants aux niveaux régional et continental doit également faire l'objet d'incitations mutuelles.

Une série d'actions menées conjointement permettrait d'assurer un leadership continental et régional plus efficace pour répondre au risque de coup d'État. Le renforcement des normes et des principes de l'UA et des CER relatifs aux CAG ainsi qu'aux manipulations constitutionnelles visant à étendre le pouvoir doit devenir une priorité. La révision en cours du Protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance de la CEDEAO, y compris les clauses relatives à la limitation des mandats présidentiels, est source d'espoir. Il serait opportun d'appuyer une révision similaire au niveau continental par le biais de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance.

La capacité de l'UA et des CER à faire respecter les normes dans les États membres constitue un défi supplémentaire. Cela concerne à la fois la mise en place de structures et de mécanismes appropriés, tels que les envoyés spéciaux, ainsi que des ressources nécessaires à la mise en œuvre d'un tel soutien.

Les événements récents soulignent la nécessité pour l'UA, la CEEAC et la CEDEAO de renforcer leurs capacités en matière de diplomatie préventive par l'entremise de mécanismes tels que le Conseil des Sages de la CEDEAO et le Groupe des Sages de l'UA. L'efficacité de la coordination entre l'UA et les CER est cruciale pour améliorer la cohérence des normes. L'architecture globale de l'UA manque aussi de cadres spécifiques dédiés à la planification, à l'établissement, au déploiement et à la mise en œuvre du soutien nécessaire face à un coup d'État. Enfin, les capacités de l'UA et des CER pour apporter un soutien technique dans les processus de révision constitutionnelle et d'amendement sont tout aussi cruciales.

## 2. Prévenir d'autres coups d'État

La nécessité d'adopter des approches plus proactives pour prévenir les coups d'État apparaît clairement. Bien qu'ils aient pu être anticipés dans les évaluations des risques politiques, les récents coups d'État ont pris beaucoup de monde au dépourvu. Les réponses ont été entravées par des retards et d'autres problèmes, tandis que le risque de coups d'État multiples dans le même pays se confirmait. Pourtant, on reconnaît depuis des décennies aux plus hauts niveaux des décideurs

politiques internationaux qu'il est préférable de prévenir les crises et les conflits, plutôt que d'y réagir lorsqu'ils se produisent.

Si le principe de la prévention tarde à être mis en pratique, plusieurs mesures peuvent y remédier. Les normes continentales qui interdisent les CAG et découragent la manipulation constitutionnelle devraient être appliquées d'une manière plus cohérente et plus solide. Cette voie primordiale pour soutenir un programme de prévention des coups d'État devrait être complétée par un renforcement des capacités de l'UA et des CER, comme mentionné ci-dessus. Les acteurs régionaux et internationaux doivent s'engager de manière proactive auprès des pays dont les présidents approchent de la fin de leur mandat afin d'obtenir l'assurance publique qu'ils démissionneront et permettront un transfert pacifique du pouvoir. Parmi les priorités à court et moyen terme figurent également le renforcement des mécanismes d'alerte et de réponse précoces ; le soutien aux processus de dialogue visant à résoudre les problèmes entre les élites politiques et militaires ; et la priorisation de l'investissement programmatique dans les infrastructures nationales pour la paix.



## 3. Répondre plus efficacement quand les coups d'État se produisent

Les partenaires régionaux et internationaux, y compris les agences de développement et les institutions financières, jouent un rôle essentiel dans l'évolution des coups d'État. Les partenaires doivent soutenir et pérenniser les processus de transition suivant le coup d'État en investissant dans des points d'entrée stratégiques qui favorisent l'inclusion et l'efficacité. De cette manière, il sera possible d'établir les bases d'un renouveau à long terme. Par exemple, dans les contextes récemment affectés par des coups d'État, le PNUD a choisi de « rester et d'agir » afin d'empêcher que l'agenda de développement ne soit compromis.

Les partenaires doivent également améliorer les mécanismes de réponse en cas d'événements futurs où la prévention a échoué. Les plans de transition sont en mesure d'exploiter les possibilités de transformation positive lorsqu'ils s'appuient sur des processus de dialogue national continus et inclusifs, et à condition d'être prêts à répondre aux revendications de toutes les parties prenantes. La coordination stratégique entre les secteurs et les partenaires, l'assistance permanente aux populations vulnérables, la promotion de processus de transition véritablement inclusifs et le soutien des capacités des institutions clés de la transition constituent les axes prioritaires.

## 4. Renforcer la résilience à long terme face aux coups d'État en abordant les facteurs structurels et institutionnels

Les facteurs structurels alimentent les griefs qui, à leur tour, constituent des facteurs immédiats faciles à exploiter pour justifier les coups d'État militaires. Il est essentiel de cibler ces causes profondes pour prévenir les coups d'État à plus long terme. Pour répondre aux principaux facteurs structurels contribuant à la vulnérabilité aux coups d'État qui ont été identifiés dans cette étude, il faut agir en priorité sur les dimensions suivantes : renforcement de la gouvernance démocratique, restructuration stratégique des relations entre civils et militaires, développement économique inclusif et réduction de la pauvreté.

## 5. Réorienter l'engagement international au Sahel

Bien que les conclusions et les recommandations de cette étude soient pertinentes dans tous les contextes du continent, la concentration des coups d'État récents dans la sous-région du Sahel a des répercussions directes sur l'engagement régional et international.

Au cours de la dernière décennie, l'insécurité et les troubles n'ont cessé de croître au Sahel. En raison de son importance géopolitique, de ses richesses minières et de ses défis persistants liés à l'extrémisme violent, le Sahel figure en bonne place dans les agendas internationaux. Toutefois, dans un environnement géopolitique changeant et particulièrement à risque, l'attention portée à la région devrait être renouvelée et recentrée de toute urgence. En s'appuyant sur le cadre d'action décrit ci-dessus pour répondre au risque de coup d'État, un tel recalibrage au Sahel exige une réponse de développement redynamisée qui place les priorités de gouvernance et le renouveau du contrat social entre les États et les citoyens au centre de ses préoccupations.



WORLD  
AFRICA

2022: THE YEAR THAT WAS

WORLD OF AFRICA